



**POUVOIR ADJUDICATEUR  
(Organisme contractant)**

**CAF DE LA SEINE-SAINT-DENIS  
52, RUE DE LA REPUBLIQUE  
93000 BOBIGNY**

*(ORGANISME DE DROIT PRIVE CHARGE DE LA GESTION D'UN SERVICE PUBLIC)*

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

OBJET DE LA CONSULTATION N°12/2025

### **VERIFICATION ET ENTRETIEN DU PARC D'EXTINCTEURS DE LA CAF DE LA SEINE-SAINT-DENIS**

**ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE**

Accord-cadre à bons de commandes passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1, du 1° de R2123-1, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

*Date d'établissement : 11/09/2025*

**SOMMAIRE**

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES .....	3
ARTICLE 2 : OBJET .....	3
ARTICLE 3 : RÉGLEMENTATION ET PROCÉDURE APPLICABLES .....	3
ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES .....	4
ARTICLE 5 : NORMES .....	5
ARTICLE 6 : DURÉE DE L'ACCORD CADRE.....	5
ARTICLE 7 : FORME DES COMMANDES.....	5
ARTICLE 8 : ETENDUE DES PRESTATIONS.....	6
ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES .....	6
9.1.4 : Mesures d'hygiène et de sécurité.....	7
9.1.4.1: Mesures d'ordre social .....	7
9.1.4.2 : Mesures particulières d'hygiène et de sécurité .....	7
9.1.5 : Exigences en matières environnementale et sociale .....	7
9.1.5.1 : Prescriptions en matière environnementale .....	7
9.1.5.2 : Prescriptions en matière sociale.....	7
ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE.....	8
ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIÈRES .....	9
11.3 : Clause de sauvegarde.....	11
ARTICLE 12 : PÉNALITÉS.....	11
ARTICLE 13 : LIQUIDATION DES DÉPENSES.....	12
13.1 : Facturation.....	12
13.2 : Délai global de paiement .....	12
13.3 : Conditions de paiement.....	12
13.4 : Taxes .....	12
ARTICLE 14 : RESPONSABILITÉ EN CAS DE DOMMAGES - ASSURANCES.....	13
ARTICLE 15 : SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES.....	13
ARTICLE 16 : RÉSILIATION.....	13
ARTICLE 17 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE.....	14
ARTICLE 18 : CESSIION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	14
ARTICLE 19 : DÉCLARATIONS RÉGLEMENTAIRES .....	14
ARTICLE 20 : REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	14
ARTICLE 21 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES ; LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL .....	16
ARTICLE 22 : LANGUE .....	16
ARTICLE 23 : LITIGES .....	16
ARTICLE 24 : DÉROGATIONS .....	16

**ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES**

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caisse d'allocations familiales de la Seine-Saint-Denis (Caf 93), dont le siège social est situé 52, rue de la République – 93000 BOBIGNY, désigné ci-après par l'expression « Organisme contractant » ou « Pouvoir adjudicateur ». L'Organisme contractant est représenté à la signature du marché et pour tout avenant éventuel par son Directeur général ou son délégué. Tous les règlements des sommes dues, au titre du marché, sont assurés par le Directeur comptable et Financier de l'Organisme contractant, même adresse, auquel doivent être signifiées toutes oppositions éventuelles.

Pour la conduite, le suivi technique et la vérification des prestations, le Pouvoir Adjudicateur est représenté par le Responsable du Pôle Immobilier Maintenance Sécurité Environnement (PIMSE) ou son délégué sur le site concerné.

- D'autre part, le Titulaire de l'accord-cadre, désigné dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) par l'expression « Titulaire », « Entreprise » ou « le prestataire ».

**ARTICLE 2 : OBJET**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières a pour objet de définir les modalités de l'accord-cadre à bons de commandes que l'Organisme contractant prévoit de conclure pour assurer : **la vérification et l'entretien de l'ensemble du parc d'extincteurs implantés dans ses locaux situés en Seine-Saint-Denis, la formation des utilisateurs (équiper de 1<sup>ère</sup> intervention, exercices sur feux réels, recyclages SST, utilisation des défibrillateurs, etc.) ainsi que la maintenance des blocs autonomes d'éclairage de sécurité (BAES).**

Il complète l'acte d'engagement et définit les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution de l'accord-cadre.

Le Titulaire de l'accord-cadre est soumis à une obligation de résultat.

**ARTICLE 3 : RÉGLEMENTATION ET PROCÉDURE APPLICABLES****3.1 : Réglementation**

L'accord cadre est passé par la Caf de la Seine-Saint-Denis, dans le cadre de la réglementation applicable par les organismes de Sécurité sociale du régime général, selon l'article L. 124-4 du Code de la Sécurité sociale, selon l'arrêté du 19 juillet 2018 relatif aux marchés des organismes de sécurité sociale, conformément aux dispositions du Code de la Commande publique et enfin par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G–F.C.S.) (Arrêté du 30 mars 2021, paru au Journal officiel du 1<sup>er</sup> avril 2021).

La consultation a fait l'objet d'une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1-3° du code de la Commande publique.

**3.2 : Conditions juridiques**

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire, exécuté aux moyens de bons de commandes sans montant minimum mais avec un montant maximum de 100 000 € HT pour toute la durée de validité de l'accord cadre.

L'accord-cadre, fixant toutes les stipulations contractuelles, sera exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article 7 du présent CCAP.

Après la notification de l'accord-cadre au Titulaire, les bons de commandes seront émis dans les conditions fixées des articles R2162-13 et R2162-14 du code de la Commande Publique. L'importance des prestations à fournir sera précisée par l'Organisme contractant dans chaque bon de commande émis au fur et à mesure et en fonction des besoins à satisfaire.

Aucun bon de commande ne pourra plus être émis après l'échéance de l'accord-cadre, mais l'exécution de ceux-ci sera poursuivie jusqu'à leur terme.

## **ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES**

### **4.1 : Pièces particulières**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre comprennent par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) référencé PA n°12/2025 avec son annexe 1 « Bordereau de prix », avec éventuellement, les engagements complémentaires souscrits au cours ou au terme de la période de mise au point, signé par le titulaire de l'accord-cadre et également signé par le représentant du pouvoir adjudicateur.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) référencé - PA n° 12/2025, dont seul l'exemplaire conservé par la Caf de la Seine-Saint-Denis fera foi.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) référencé - PA n° 12/2025 et ses annexes 1 et 2, dont seul l'exemplaire conservé par la Caf de la Seine-Saint-Denis fera foi,
- Le(s) bon(s) de commandes émis dans le cadre de l'accord-cadre,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G.F.C.S.) visé à l'article 3.1,
- Le mémoire technique du Titulaire,

### **4.2 : Pièces générales**

Il s'agit des pièces générales suivantes :

- L'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés passés par les organismes de Sécurité sociale,
- L'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 (JO du 05 décembre 2018), portant partie législative du code de la commande publique.
- Le décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018 (Jo du 05 décembre 2018), partie législative du code de la commande publique.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

**ARTICLE 5 : NORMES**

Le Titulaire s'engage à respecter les normes homologuées et les règlements français ou équivalents U.E. reconnus, applicables aux prestations et travaux, objets de l'accord-cadre, et en vigueur au moment de leur exécution. Les prestations seront exécutées notamment selon les dispositions de la norme NF 61-919-**EN 1886-2 et en référence** au guide de maintenance du CNMIS.

Le Titulaire appliquera les réglementations en vigueur au jour de la prestation ainsi que l'arrêté concernant la réglementation de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP et la **règle APSAD R4** qui définit les exigences d'installation et de maintenance des extincteurs portatifs et mobiles (dernière version de novembre 2016).

L'entreprise appliquera les fiches AQUAP notamment celle relative à l'inspection et la requalification périodique des extincteurs acceptée le 19 novembre 2013 par le BSEI.

**ARTICLE 6 : DURÉE DE L'ACCORD CADRE**

L'accord-cadre prend effet à compter de la date de sa notification pour une période de trente-six (36) mois. Durant cette période, l'Organisme contractant aura la faculté de dénoncer l'accord-cadre, à tout moment, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception, moyennant un préavis d'un (1) mois.

Par ailleurs, dans le cas où le Titulaire ne respecterait pas ses obligations, l'accord cadre pourrait être résilié dans les conditions visées à l'article 16 du présent CCAP.

**ARTICLE 7 : FORME DES COMMANDES**

**Avant toute émission de bon de commande, le Titulaire du marché devra impérativement se déplacer sur le site concerné afin de procéder à une visite technique.** Cette visite a pour objectif de relever l'ensemble des travaux de maintenance, de réparation ou toute autre intervention nécessaire.

**À l'issue de cette visite, le Titulaire devra transmettre un devis détaillé à l'Organisme contractant dans un délai de 24 heures.** Le bon de commande sera ensuite établi sur la base des prestations effectivement à réaliser, telles qu'identifiées lors de la visite.

**Les engagements seront émis et notifiés par bons de commande**, adressés par tout moyen permettant d'attester la date de réception. Chaque bon de commande comportera les éléments suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- la désignation précise des prestations à réaliser,
- les lieux et dates d'exécution, ainsi que les délais impartis,
- le prix en vigueur au jour de la commande,
- le cas échéant, le lieu d'envoi des décomptes et factures,
- les frais de déplacement liés la visite technique préalable.

Aucun travail ni aucune fourniture ne seront rémunérés s'ils n'ont pas fait l'objet d'une commande préalable, si cette commande n'émane pas directement de l'Organisme contractant, ou s'il est établi sans contestation possible que les règles techniques ou de l'Art n'ont pas été respectées par le Titulaire.

**ARTICLE 8 : ETENDUE DES PRESTATIONS**

La description des prestations, les caractéristiques des installations, le détail et les modalités d'exécution et ainsi que les lieux d'exécution sont indiqués dans un inventaire annexé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de l'accord-cadre (annexe n°1).

**Il est précisé que ces informations sont données à titre indicatif, à charge pour le titulaire de lister avec précision l'ensemble des équipements pris en charge au titre de l'accord-cadre.**

**Un procès-verbal de prise en charge sera adressé par le Titulaire à l'Organisme dans les 10 jours suivant la notification de l'accord-cadre. Les bons de commande seront émis suite à la fourniture de l'inventaire mis à jour par le Titulaire.**

La responsabilité de l'Organisme contractant ne pourra en aucun cas être recherchée à ce titre.

**ARTICLE 9 : OBLIGATIONS DES PARTIES****9.1. : Obligations du Titulaire****9.1.1. : Obligations générales**

Le Titulaire s'engage à exécuter les obligations, découlant du présent accord-cadre avec tout le soin en usage dans sa profession et à utiliser les règles de l'art et les normes du moment. Il est soumis à une obligation de résultat.

Il s'engage également à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées, notamment :

- Détacher un personnel qualifié équipé de vêtements de travail et de matériels de protection appropriés individuel et collectif, conformes à la réglementation en vigueur.
- Assurer une permanence téléphonique et d'intervention dans les délais fixés au présent accord-cadre,
- Garantir une grande rapidité d'exécution et d'intervention,
- Prendre contact avec le responsable du service technique de l'Organisme contractant sur le site, lors de chaque intervention,
- Assister et conseiller en permanence l'Organisme pour l'exploitation en dehors des opérations prévues au présent accord-cadre,
- Informer l'Organisme des mesures à prendre et des travaux à prévoir en fonction de l'usure du matériel.
- Mettre à jour les documentations et plans en fonction des travaux réalisés et de l'évolution des normes,
- Remettre dans l'état de propreté trouvé à son arrivée, les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

**9.1.2. : Obligations de conseil**

Le Titulaire de l'accord-cadre est tenu à son obligation de conseil envers l'Organisme contractant pour toutes les questions portant sur les prestations, dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Si une nouvelle réglementation ou norme entre en vigueur, le titulaire est tenu d'informer l'organisme contractant sur les modifications à apporter aux équipements.

Il est rappelé que le titulaire devra avoir une action préventive et corrective mais aussi un devoir de conseil (sur le positionnement et la fixation, le type d'extincteur à utiliser en un lieu, etc...).

### 9.1.3. : Obligations de discrétion

L'attention du Titulaire est attirée sur la nécessité de faire respecter un impératif de discrétion absolue quant aux informations que son personnel aurait à connaître à l'occasion de ses interventions.

### 9.1.4 : Mesures d'hygiène et de sécurité

#### 9.1.4.1: Mesures d'ordre social

Pour les mesures d'ordre social relatives à la protection de la main d'œuvre, il est fait application de la réglementation en vigueur, conformément aux dispositions des articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du travail.

#### 9.1.4.2 : Mesures particulières d'hygiène et de sécurité

Le Titulaire doit prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'Organisme contractant.

Le Titulaire assurera l'exécution de sa prestation avec les équipements, les matériels et les produits nécessaires selon les règles de l'art et les normes en vigueur. Il devra doter le personnel d'exécution de vêtements de travail et de matériels de protection appropriés individuels et collectifs, conformes à la réglementation.

Préalablement à l'exécution des prestations, l'Entreprise devra faire connaître au représentant de l'Organisme contractant les renseignements suivants : la date d'arrivée du personnel, le nombre prévisible de salariés affectés par intervention et pour la durée de l'opération, ainsi que le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention et d'encadrer le personnel.

Il devra fournir, en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui seront exigés pour la circulation de ce personnel dans les locaux des différents sites de la Caf de Seine-Saint-Denis, quarante-huit (48) heures avant l'arrivée du personnel concerné.

### 9.1.5 : Exigences en matières environnementale et sociale

#### 9.1.5.1 : Prescriptions en matière environnementale

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en respectant des objectifs de développement durable et de protection de l'environnement (utilisation de produits non ou peu polluants, recyclage de ses déchets, réduction des nuisances environnementales, maîtrise des consommations électriques, etc.).

#### 9.1.5.2 : Prescriptions en matière sociale

Le titulaire est soumis aux obligations, résultant des lois et règlements, relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail telles que rappelées par les normes ci-après

Les matières premières utilisées pour les prestations doivent avoir été produits et exécutés dans le respect des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail portant sur la liberté d'association et la négociation collective (normes 87 et 98), l'abolition du travail forcé (normes 29 et 105), l'élimination de la discrimination (normes 100 et 111) et l'élimination du travail des enfants (normes 138 et 182).

## 9.2. : Obligations de l'Organisme contractant

L'Organisme contractant s'engage :

- à permettre au personnel du Titulaire, l'accès à ses locaux aux heures déterminées d'un accord commun, suivant les conditions fixées par le règlement intérieur de l'établissement
- à mettre à la disposition les informations utiles à la réalisation de l'intervention, dans les meilleures conditions de sécurité,

- à mettre à la disposition un interlocuteur habilité à fournir tout renseignement utile sur l'équipement, visé par les présentes.
- à mettre gratuitement à disposition l'énergie nécessaire à l'accomplissement des tâches courantes relevant de ses prestations.

## **ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE**

### **10.1. Dispositions applicables au titulaire**

Le Titulaire de l'accord-cadre qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations devra en faire la demande.

La sous-traitance de l'ensemble des prestations confiées au Titulaire est interdite.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant (effectifs, moyens techniques, liste des principales références effectuées au cours des trois dernières années, preuve d'une assurance des risques professionnels, chiffres d'affaires, etc.).

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du code de la commande Publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des deux parties.

Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

### **10.2. Dispositions applicables aux sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.



Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'organisme contractant au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme contractant accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme contractant.

En cas d'accord, le Titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance.

Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme contractant procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours.

Ce délai court à compter de la réception par l'organisme de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme contractant informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## **ARTICLE 11 : CONDITIONS FINANCIÈRES**

### **11.1 : Contenu des prix**

#### **11.1.1 : Forme des prix**

Les prix unitaires et forfaitaires appliqués dans le présent accord-cadre sont stipulés dans le bordereau de prix unitaires du titulaire. Ils sont libellés en euros HT et en euros TTC.

Ils doivent couvrir la totalité des charges du titulaire ainsi que sa rémunération.

#### **11.1.2 : Prix des extincteurs**

Les prix unitaires proposés pour chaque type de matériels neufs fournis s'entendent toutes sujétions comprises de pose et de mise en service des appareils sur leur lieu d'implantation.

#### **11.1.3 : Redevance de maintenance**

Les prestations sont réglées pour chaque période annuelle, à prix forfaitaire et unitaire par type d'appareil. Ce prix couvre les interventions effectuées de jour durant les jours ouvrables, toutes sujétions comprises de maintenance préventive et corrective, y compris les pièces de rechange.

La maintenance préventive et corrective s'effectuera sur la base de prix unitaires contractuels pour chaque type d'appareil.

**11.1.4 : Frais de déplacements**

Il ne sera réglé qu'un déplacement par site pour la durée d'une intervention et ce, au prix unitaire et forfaitaire du bordereau figurant à l'acte d'engagement du titulaire.

Les frais de déplacement sont réglés au prix unitaire moyen et unique du bordereau qui intègre tous les frais aller et retour engagés par le Titulaire et quels que soient le nombre d'intervenants et le type de prestations réalisées.

Comme précisé à l'article 7 du CCAP, le Titulaire est tenu de chiffrer l'ensemble des prestations à réaliser lors de la visite technique préalable. En cas de prestations supplémentaires ou complémentaires non prévues ou non mentionnées à l'issue de cette visite, le Titulaire devra en justifier l'omission auprès de l'Organisme contractant.

Ce dernier appréciera l'opportunité de traiter immédiatement ces prestations supplémentaires ou de les reprogrammer lors d'une intervention ultérieure.

**11.1.5 : Prix des autres prestations à la demande**

Le coût des autres équipements, des formations et des autres services sont indiqués dans le bordereau de prix inclus à l'acte d'engagement du titulaire.

Les coûts des autres équipements s'entendent également toutes sujétions comprises de pose et de mise en service des appareils sur leur lieu d'implantation. Il ne sera réglé qu'un déplacement par site quelle que soit la durée de l'intervention et ce, au prix unitaire et forfaitaire du bordereau de prix unitaires du titulaire.

Pour les prestations annexes non visées audit bordereau de prix, leurs coûts seront déterminés suivant un devis préalable demandé au titulaire.

**11.2 : Révision de prix**

Les prix initiaux sont fermes, définitifs et non révisables pendant douze mois à compter de la notification de l'accord-cadre.

Au-delà, les prix pourront être révisés à la date d'anniversaire en cas de reconduction, selon la formule ci-dessous :

$$PR = PO \times \left[ 0,15 + 0,85 \times \left( 0,70 \times \frac{ICHT \text{ rev-TS IME } r}{ICHT \text{ rev-TS IME } o} \right) + \left( 0,30 \times \frac{FSD1 \text{ } r}{FSD1 \text{ } o} \right) \right]$$

Dans laquelle

PR	=	prix révisé
PO	=	prix d'origine pour la première révision, puis prix précédent pour les révisions suivantes
ICHT rev-TS IME o	=	Indice du coût horaire du travail indice révisé « Industries Mécaniques et électriques », <u>valeur pour le mois d'établissement des prix.</u>
ICHT rev-TS IME r	=	même indice, <u>dernière valeur connue</u> au moment de la révision.
FSD1 o	=	indice « frais et services divers série D », <u>valeur pour le mois d'établissement des prix.</u>
FSD1 r	=	même indice, <u>dernière valeur connue</u> au moment de la révision.

Le bordereau de prix révisé devra être accepté par écrit par le Pouvoir adjudicateur avant d'être applicable.

### 11.3 : Clause de sauvegarde

Dans la mesure où l'application des prix ainsi révisés conduirait à une augmentation supérieure à 3 % par rapport aux coûts pratiqués précédemment, l'Organisme contractant se réserve le droit de résilier l'accord-cadre dans le délai d'un (1) mois à compter de la réception de la proposition de révision.

## ARTICLE 12 : PÉNALITÉS

Sauf cas de force majeure, en cas de retard, d'absence ou de manquement constaté du Titulaire lors des interventions qu'il a à effectuer, les pénalités suivantes seront appliquées, avec ou sans mise en demeure préalable, de manière cumulative et de façon discrétionnaire par l'Organisme contractant.

En présence d'un manquement susceptible d'être intégré dans deux ou plusieurs des prestations désignées ci-après, la plus forte pénalité sera appliquée pour ce manquement.

Les pénalités ne constituent pas la contrepartie d'une livraison de biens ou d'une prestation de service. Elles sont donc situées hors du domaine d'application de la TVA.

En cas de manquements répétés, après une mise en demeure adressée au Titulaire par tout moyen permettant de lui donner date certaine, l'organisme se réserve le droit de résilier le marché sans préavis, et sans indemnités ni dommages et intérêts, par tout moyen permettant de donner date certaine.

Objets	Références	Pénalités
Etat récapitulatif du parc à jour à envoyer au début de chaque 2 <sup>nd</sup> semestre	Article 2.1 du CCTP	50 € par jour de manquement constaté ou par absence à la date d'envoi convenue entre l'organisme contractant et le titulaire
Envoi du planning pour chaque local avec date et durée de la visite à adresser 1 mois avant la date de la 1 <sup>ère</sup> visite	Article 4.3 du CCTP	75 € par jour de retard constaté ou par absence à la date d'envoi convenue entre l'organisme contractant et le titulaire
Registre de sécurité	Article 4.9 du CCTP	50 € par visite non consignée
Personnes habilitées à intervenir	Article 4.4 du CCTP	50 € par manquement constaté
Accès aux locaux	Article 4.6 du CCTP	50 € par manquement constaté
Mesures particulières d'hygiène et de sécurité	Article 9.1.4.1 du CCAP	50 € par manquement constaté

**ARTICLE 13 : LIQUIDATION DES DÉPENSES****13.1 : Facturation**

Les factures seront réglées après service rendu dans les conditions fixées au marché.

Le Titulaire devra déposer sa facture sur le portail internet « Chorus Pro » du Ministère des Finances à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il est rappelé que le portail Chorus Pro n'est destiné qu'à la transmission des seules factures respectant les éléments portés dans le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique date d'émission de la facture, désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture, référence de l'engagement ou de la commande, quantité et détermination précise des prestations réalisées, etc. Il permet notamment la possibilité de consulter à tout moment l'état d'avancement du traitement de la facture.

Chaque facture comportera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier, et le numéro du compte bancaire du Titulaire,
- le numéro du marché,
- le numéro et la date du bon de commande
- les prestations réalisées,
- les dates de réalisation des prestations.
- le montant hors T.V.A. des prestations exécutées,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total T.T.C. des prestations exécutées, la date.

**13.2 : Délai global de paiement**

À réception de la facture du Titulaire, et sous réserve de conformité de cette demande de paiement aux éléments ci-dessus mentionnés, le Pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour opérer le règlement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. A la date de lancement de la présente consultation, le taux des intérêts moratoires est égal au taux de refinancement de la Banque centrale européenne augmenté de huit points.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu. La suspension s'exerce dans les conditions décrites aux articles L 2192-10 et suivants du code de la commande publique.

**13.3 : Conditions de paiement**

L'Organisme contractant se libérera des sommes dues en exécution de l'accord-cadre en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le Titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet. L'unité monétaire de paiement est l'euro.

Les pénalités dont l'Entreprise pourrait être redevable sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

**13.4 : Taxes**

Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable à la date d'exécution des travaux et prestations. La T.V.A. est actuellement fixée au taux de 20 %.

**ARTICLE 14 : RESPONSABILITÉ EN CAS DE DOMMAGES - ASSURANCES**

Le Titulaire sera tenu responsable des dommages corporels, matériels et immatériels que ses préposés et lui-même pourraient causer aux personnes et aux biens dans le cadre de leurs activités. Le Titulaire de l'accord-cadre doit être couvert auprès d'une compagnie d'assurances notoirement connue par un ou des contrats d'assurances en cours de validité le garantissant lui et ses préposés, pour toutes les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités en cas d'accidents, de dommages et pertes d'exploitation causés par la conduite des prestations et prestations ou par les modalités de leur exécution.

**ARTICLE 15 : SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES**

Conformément aux dispositions de l'article 24-1 du CCAG-FCS, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG-FCS.

**ARTICLE 16 : RÉSILIATION**

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Dans le cas où le Titulaire ne respecterait pas ses obligations, le présent accord-cadre pourra être résilié de plein droit si le titulaire n'apportait pas remède à son manquement dans un délai maximum de huit (8) jours à compter de la réception d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec A.R, restée sans effet.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où l'Organisme contractant entendrait abandonner l'utilisation de tout ou partie des équipements ou que ceux-ci ou les locaux dans lesquels ils sont exploités viendraient à être vendus, remplacés, détruits totalement ou partiellement, l'Organisme contractant pourra immédiatement résilier tout ou partie des prestations concernées, par lettre recommandée avec A.R, moyennant un préavis d'un (1) mois, sans que cette résiliation puisse ouvrir droit à une indemnité pour le titulaire.

De plus, conformément à l'article 41 du CCAG-FCS, la résiliation de l'accord-cadre pourra être prononcée au tort de l'exploitant, sans aucune indemnité, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, au cas où par négligence, incapacité ou mauvaise foi, le titulaire ne remplirait pas les obligations du marché, et aussi dans tous les cas où il aurait tenté de tromper l'Organisme sur la qualité des fournitures et des prestations.

Par ailleurs, conformément à l'article 21 ci-après, si après notification restée infructueuse, le Titulaire refuse de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail l'accord-cadre peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

#### **ARTICLE 17 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE**

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, à son relevé d'identité bancaire, et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur. Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire. Il doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations.

Le pouvoir adjudicateur vérifie d'une part que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à l'Organisme contractant par le Titulaire de l'accord-cadre.

#### **ARTICLE 18 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES**

Les créances, nées de l'exécution de l'accord cadre passé suivant les dispositions de l'accord cadre, peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement, conformément aux dispositions des articles 127 à 131 du décret susmentionné. La notification devra être adressée à l'Agent Comptable de l'Organisme Contractant, selon les modalités et formes fixées à l'article 128 du décret susmentionné. La délivrance de l'état sommaire des prestations effectuées, des décomptes des droits constatés ou des états d'avances ainsi que des acomptes mis en paiement, incombe à la Personne Responsable de l'accord cadre.

#### **ARTICLE 19 : DÉCLARATIONS RÉGLEMENTAIRES**

Le titulaire déclare sur l'honneur s'engager à assurer le respect des dispositions prévues aux articles L 2141-1 et suivants du code de la commande publique, et ce tout au long de la période d'exécution de l'accord-cadre.

#### **ARTICLE 20 : REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les parties respectent les obligations leur incombant en vertu de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier le règlement UE n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

Les données à caractère personnel s'entendent comme toute donnée permettant d'identifier directement ou indirectement une personne physique.

Le traitement de données à caractère personnel s'entend comme toute opération, ou ensemble d'opérations, portant sur de telles données (collecte, enregistrement, organisation, conservation, adaptation, modification, extraction, consultation, utilisation, communication par transmission diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, rapprochement ou interconnexion, verrouillage, effacement ou destruction, ...) quel que soit le procédé utilisé (manuel ou informatisé).

La CAF a mis en place un système de contrôle d'accès à ses locaux par badge non biométrique. Afin de permettre un accès sécurisé à ses locaux, le Titulaire autorise la CAF à traiter les données à caractère personnel de ses employé.e.s travaillant sur les sites de la CAF.

La base légale du traitement est l'intérêt légitime (article 6.1.f du RGPD) : la CAF doit assurer la sécurité et la sûreté des personnes présentes sur ses sites.

Les informations traitées sont :

- Nom, prénom, photographie.
- Numéro de badge.
- Date et heure d'entrée et de sortie.

La finalité du traitement est la gestion des autorisations d'accès aux locaux de la CAF.

La catégorie de personnes concernées est toute personne travaillant dans les locaux de la CAF pour le compte du Titulaire et d'une façon générale toute personne physique identifiable figurant dans le fichier constitué.

Destinataires des données : les personnes habilitées gérant la sécurité et la gestion des accès aux locaux.

Durée de conservation des données : tant que la personne intervient sur les sites en tant qu'employé.e du Titulaire.

La CAF s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la **finalité** qui fait l'objet du traitement,
2. garantir la **confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché et veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel soient liées par des obligations de confidentialité contraignantes et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
3. prendre les **mesures techniques et organisationnelles** pour protéger les données à caractère personnel des employés contre tout traitement non autorisé ou illicite, ainsi que contre toute perte, destruction, altération, dommage, modification ou divulgation non autorisée.
4. **informer immédiatement** par écrit le Titulaire sous un délai de 24 heures de toute **divulgation, perte, destruction, compromission, dommage, modification ou vol avéré(e), allégué(e)** ou potentiel(le) des données à caractère personnel des employés. Cette information est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (CNIL).
5. **Exercice des droits des personnes** : les personnes concernées peuvent accéder aux données ou demander leur effacement, disposent d'un droit d'accès, de rectification.
6. **Mesures de sécurité** : l'organisme contractant s'engage à mettre en œuvre les moyens permettant de garantir la conservation, l'intégrité, la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique. Il prend toutes les mesures nécessaires et

conservatoires permettant d'éviter tous détournement et utilisation frauduleuse des fichiers et de leurs informations au cours de l'exécution du marché.

**Sort des données :** à la résiliation ou à l'expiration du marché, l'organisme contractant supprimera rapidement l'ensemble des données à caractère personnel et procédera à la destruction de tous les fichiers de travail tenus manuellement ou informatisés stockant les informations saisies.

#### **ARTICLE 21 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES/ LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL**

Le Titulaire s'engage à fournir spontanément à la Caf, bénéficiaire des prestations, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de 6 mois de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont obligatoirement déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse qui lui sera communiquée après notification.

Faute de produire les documents précités, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

#### **ARTICLE 22 : LANGUE**

Les différents documents relatifs aux prestations objets de l'accord-cadre sont rédigés en langue française.

#### **ARTICLE 23 : LITIGES**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. En cas de litiges nés du présent accord-cadre qui ne pourraient être réglés par voie d'arbitrage, la juridiction compétente sera celle dont relève l'Organisme.

#### **ARTICLE 24 : DÉROGATIONS**

À l'article 12 du présent CCAP, il est fait dérogation à l'article 14 du CCAG–FCS en ce qui concerne les pénalités.